

# Créer de la monnaie sans créer de la dette

## Partage international n° 209 - Février 2006

par Patricia Pitchon

Nos systèmes financiers basés sur la dette sont en crise aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Même dans les pays riches, des signes de malaise se font clairement sentir : effondrement des structures sociales, poids croissant de la dette, les riches devenant plus riches et les pauvres devenant plus pauvres.

Actuellement, presque tout l'argent provient de la dette : les gouvernements exercent leur souveraineté en permettant aux banques centrales de créer du crédit, de créer de l'argent à partir de rien sous la forme de prêts leur rapportant des intérêts. Les banques prêtent davantage que ce dont elles disposent, et tout le système dépend de la confiance mise dans le système lui-même.

Le facteur important ici est que le manque d'argent est artificiel. Un autre facteur est que les gouvernements ont accordé des pouvoirs exorbitants aux banques privées, un pouvoir démesuré à une petite minorité non élue et non représentative.

Les banquiers ne sont ni représentatifs ni responsables vis-à-vis du public. Ils décident qui bénéficiera d'un crédit, sur quelle base et dans quel but. Cela compromet l'évolution sociale car les banquiers ne sont motivés que par leur profit et non par celui de leurs clients.

Les gouvernements, qui n'engrangent pas suffisamment de taxes pour couvrir leurs besoins, émettent de prétendues valeurs, des documents promettant un paiement différé. Ces derniers se présentent sous la forme d'actions, d'obligations et de bons du trésor, lesquels sont achetés par des fonds de pension, des sociétés de crédit, des compagnies d'assurance et des banques.

Pour les acquérir, les banques créent de l'argent neuf à partir de rien, et lorsque ces titres sont échus, le gouvernement qui n'a pas d'argent mais qui doit respecter sa promesse de les rembourser, est obligé :

a) d'en émettre davantage ;

b) de lever de nouvelles taxes. Cette forme de remboursement s'appelle « payer un intérêt sur la dette nationale ».

Parmi les réformateurs monétaires sérieux faisant campagne pour la création par les gouvernements d'argent sans dette, Alistair McChonnachie fait remarquer que d'autres systèmes sont tout à fait envisageables, à condition de faire preuve de volonté et d'un certain courage politique. A. McChonnachie cite l'inventeur américain Thomas Edison : « *Il est absurde de dire que notre pays peut émettre 30 millions de dollars d'obligations et non 30 millions de monnaie. Dans les deux cas il s'agit de promesses de paiement ; mais la première engraisse l'usurier, tandis que la seconde vient en aide au peuple.* » [The New York Times, 6 décembre 1921]

Les arguments contre la création par les gouvernements d'argent sans dette pour financer les besoins sociaux fondamentaux (éducation, services de santé, logements à prix modique, etc.) sont que cela provoquerait de l'inflation. Mais la plupart des réformateurs monétaires très sérieux estiment que l'argent sans dette pourrait entrer dans le système financier de manière graduelle. Ils font remarquer que cela a déjà été fait par le passé. En 1945 par exemple, à la fin de la seconde Guerre mondiale, le gouvernement britannique a couvert la moitié des besoins de financement de la nation par la création d'argent sans dette (de l'argent n'ayant pas besoin d'être remboursé), laissant au secteur bancaire privé le soin de financer les investissements privés pour l'autre moitié.

Mais aujourd'hui, le gouvernement britannique n'assure que 3 % des besoins de financement et le secteur bancaire privé 97 %. Barry Turner note qu'en effet, le gouvernement emprunte la majorité de l'argent public auprès du secteur bancaire privé et que la population paie des taxes pour financer les intérêts. Le fait d'équilibrer l'équation entre les dépenses, les taxes et la dette signifie que le gouvernement est maintenu artificiellement à court de fonds.

Richard Greaves, dans un essai sur les conséquences négatives du système de l'argent grevé par la dette, fait remarquer que le coût de l'emprunt accroît les coûts de production. Ce qui signifie que les biens et services sont toujours plus chers, mais que le pouvoir d'achat des consommateurs diminue, ce qui implique

l'existence d'un surplus d'offre de biens et services que la population n'a pas les moyens d'acheter. Cela engendre une concurrence suicidaire, et le monde des affaires tente de réduire les coûts en baissant les salaires, en supprimant des postes de travail et en délocalisant vers des pays pauvres (où la main d'œuvre est bon marché, moins protégée et non syndiquée et où existent des avantages fiscaux en faveur des grandes compagnies qui pourraient aisément se permettre de payer des impôts). Cela ne profite ni aux populations ni aux gouvernements des pays pauvres, bien qu'il ne manque pas d'individus à des postes élevés qui bénéficient de pots de vin.

R. Greaves signale que cette situation engendre l'inflation : les producteurs doivent constamment emprunter davantage, ce qu'ils répercutent sur les consommateurs pour lesquels le niveau de la dette augmente également. Avec un système fondé sur la dette, le montant des emprunts et celui de la création monétaire sont forcés d'augmenter, ce qui ajoute sans cesse le poids des intérêts, et maintient l'inflation.

La dette du « tiers monde » constitue un facteur clé dans la destruction de l'environnement du fait que pour continuer à rembourser leur dette, les pays en développement sont obligés d'exploiter toutes leurs ressources afin d'exporter et de créer les revenus nécessaires. Les famines se produisent parce que les gens ne peuvent pas cultiver diverses denrées locales si une grande partie de la production agricole est exportée comme produits de luxe, et souvent, lorsque la production locale est suffisante, les autochtones meurent de faim parce qu'ils n'ont pas assez d'argent pour acheter de quoi se nourrir. Notre système est profondément cruel car le remboursement des intérêts à lui seul dépasse de loin les sommes prêtées à l'origine.

Dans beaucoup de pays en développement, la pénurie

désespérante de monnaie implique que des millions de personnes, potentiellement actives, manquent cruellement d'opportunités d'éducation, de logements, de soins et souffrent d'un environnement pollué.

Les réformateurs monétaires recommandent un changement radical. Les gouvernements doivent cesser de prêter de l'argent avec intérêts. Ils doivent créer de l'argent sans dette et le dépenser (et non le prêter) en soutenant des projets et des services publics. Cela aurait pour effet de créer des emplois et de stimuler l'économie. Une institution spéciale devrait être créée dans ce but, avec des objectifs transparents et responsables. Dans son livre *The Money Bomb*, J. Gibb Stuart pense que les intérêts de la dette nationale pourraient être financés par de l'argent sans dette créé par les gouvernements, en lieu et place de l'impôt.

Références :

[Prosperityuk.com/articles](http://Prosperityuk.com/articles)

R. Greaves, *The Negative Consequences of the Debtbased Money System*, Glasgow.

A. Mc Chonnachie, *Looking Beyond the Money Myth, Prosperity*, août 2001.

J. Gibb Stuart. *The Money Bomb*. Ossian Publishers, Glasgow, UK, 1983.

Barry Turner, *The Squeeze on the Heart of Society, Prosperity*, juin 2001.

**Auteur** : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au quotidien colombien El Tiempo. Aujourd'hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante. Également psychothérapeute, elle travaille avec les réfugiés.

**Thématiques** : [Société](#), [politique](#)

**Rubrique** : [Divers](#) ()